

David COLON

**CHARLES DE GAULLE
À GRENOBLE
(1944-1968)**

Mémoire présenté à l'INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS
dans le cadre du cours-séminaire de monsieur Jean Charlot

Grenoble, le 27 avril 1994

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier monsieur Yves Soulingeas, Directeur des Archives départementales de l'Isère, sans l'aide duquel ce travail n'aurait pas pu être réalisable.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	Page 4
5 NOVEMBRE 1944 : L'ELAN DE LA LIBERATION	Page 6
L'esprit de la libération	Page 6
L'organisation de la visite	Page 7
L'union de la résistance autour du Général	Page 8
De Gaulle : l'appel à la poursuite des combats	Page 9
18 SEPTEMBRE 1948 : GAULLISME D'OPPOSITION ET OPPOSITION AU GAULLISME	Page 11
Une venue contestée	Page 11
Les événements du 18 septembre	Page 12
Les polémiques : gaullisme et fascisme	Page 14
Conflit de mémoires	Page 16
Un impact national	Page 16
Faible réaction gaulliste	Page 17
Des responsabilités partagées ?	Page 18
Le gaullisme perd des voix	Page 19
6-7 OCTOBRE 1960 : GRENOBLE-VILLE PILOTE, GRENOBLE-LA-FROIDE	Page 20
De Vizille au Vercors : exorcisme ou provocation.	Page 20
La froideur grenobloise	Page 20
Une préparation attentive	Page 22
"Grenoble, ville pilote"	Page 23
Un passage à vide ?	Page 24
7-8 JUIN 1966 : LES GRANDES MANOEUVRES	Page 27
Faible mobilisation de l'opposition	Page 27
Des mesures de sécurité sans précédents	Page 28
La fin de la froideur grenobloise ?	Page 28
Gaullisme et opposition étudiante	Page 29
5-6 FEVRIER 1968 : L'INAUGURATION DES JEUX OLYMPIQUES	Page 30
De Gaulle et le gaullisme	Page 30
CONCLUSION	Page 31
INDEX	Page 33

INTRODUCTION

Faisant de Grenoble l'une des cinq villes compagnon de la Libération le 5 novembre 1944, le général de Gaulle entamait des liens durables, souvent passionnels, parfois orageux, avec la capitale des Alpes.

Ces liens, les visites que Charles de Gaulle effectua dans la ville en sont l'expression la plus nette. Mais ces dernières ont souvent eu une autre portée que sentimentale : bien souvent, s'inscrivant dans un contexte politique déterminé, elles ont illustré les conflits politiques ou sociaux auxquels le Général était confronté. Plus encore, elles ont vu se superposer, s'affronter parfois, deux formes d'hommage : l'hommage à la personne du Général de Gaulle, chef de la France libre, président du Gouvernement provisoire ou Président de la République, et l'hommage -plus politique- au gaullisme. Deux formes d'hommage qu'il nous appartiendra de savoir dissocier et d'expliquer, afin de lier l'événement local à des problématiques nationales. En l'occurrence, la tâche sera grandement facilitée par le fait que le Général effectua une visite à Grenoble à chaque stade de sa carrière politique.

A la Libération, tout d'abord, le président du Gouvernement provisoire vint rendre hommage à la ville résistante et honorer ses martyrs, dans un contexte marqué par l'unité nationale autour du "Premier résistant de France". Hommage gaullien et gaulliste étaient intimement liés, encore que le premier prévalut certainement sur le second.

Pendant la période du gaullisme d'opposition, ensuite, le chef du Rassemblement du peuple français (RPF) vient faire campagne en 1948 dans une ville ralliée à sa cause lors des élections municipales de 1947. Déplacement hautement politique, au cours duquel néanmoins le Général ne manqua pas de faire appel aux souvenirs de la Résistance, au risque de s'en faire concurrencer par le Parti communiste. Des incidents violents opposèrent le service d'ordre gaulliste et des contre-manifestants communistes, et une cassure intervint dans les relations entre de Gaulle et Grenoble.

Premier Président de la cinquième République, le Général put mesurer la distance qui le séparait des Grenoblois en 1960, lorsque sa troisième visite

fut marquée par une abstention massive de ceux-ci. Lors de cette visite, le thème de la résistance se voit concurrencé par celui de la technologie et du nucléaire, dans un contexte de Guerre froide et de forte croissance économique.

La désaffection des Grenoblois touchait alors plus le gaullisme que la personne du Général, comme l'attesta le succès de sa quatrième visite. En 1966, en effet, il vint assister à la conclusion des grandes manoeuvres militaires "Alpes 66". Le défilé draina des dizaines de milliers de Grenoblois sur les boulevards, mettant ainsi fin à la tradition de froideur qui était faite à la ville par la presse. Satisfait, le Général accorda à la ville organisatrice des X^e Jeux Olympiques d'hiver la nouvelle gare et l'hôtel des postes que son Premier ministre s'obstinait à lui refuser.

Mais la visite la plus symbolique, dans tous les sens du terme, est certainement celle que le général de Gaulle effectua pour l'inauguration des Jeux Olympiques d'hiver de 1968 dont on a dit qu'ils étaient ceux du "gaullisme triomphant". Car, si aucune des visites du Général ne lui valu une telle ovation populaire, jamais l'hommage des Grenoblois à Charles de Gaulle ne fut aussi peu un hommage au gaullisme.¹

¹ Charles de Gaulle effectua plusieurs autres séjours dans la région grenobloise, souvent à titre privé ou semi-privé, et donc d'un intérêt bien moindre. Ainsi le 2 juin 1951 fit-il une visite éclair à Grenoble pour participer à la présentation des candidats RPF du département, à la tête desquels se trouvaient René Capitant et Albert Michallon. On sait, en outre, que l'un des frères du général vivait à Grenoble, rue Molière.

5 NOVEMBRE 1944 : L'ELAN DE LA LIBERATION

Début novembre 1944, le général de Gaulle effectua un voyage dans les Alpes, dernière étape d'un tour de France au cours duquel il s'est efforcé de conforter à chaque étape le pouvoir du gouvernement provisoire. Le 5 novembre, à la veille de son retour à Paris, il était à Grenoble. Ce souvenir occupe dans ses *Mémoires de Guerre* une place particulière :

"Enfin, j'entrai à Grenoble. On ne pourrait décrire l'enthousiasme qui soulevait les "Allobroges" sur la place de la Bastille et le boulevard Gambetta, que je parcourus à pied, et sur la place Rivet où la foule s'était massée pour entendre les allocutions. Je remis entre les mains du maire Lafleur la Croix de la Libération décernée à la ville de Grenoble. Ensuite défila la 27^e Division alpine. Je la saluai avec une particulière satisfaction. Car, voulant assurer à la France les enclaves naguère possédées par l'Italie sur notre versant et sachant que, dans le concert allié, nous ne les obtiendrons qu'à condition de les prendre, j'avais des vues sur cette force naissante."²

L'esprit de la libération

Ces quelques lignes reflètent l'esprit de la libération : l'enthousiasme qui accompagne le Général, ce trajet à pied en compagnie d'Yves Farges, commissaire de la République pour la région Rhône-Alpes, d'André Diethelm, ministre des armées, et des généraux de Lattre de Tassigny, Juin et Humbert - bref écho de la descente des Champs-Élysées du 25 août, et enfin le défilé d'une 27^e division alpine, issue de la Résistance. Tout concourt à donner à cette première visite officielle du Général en terre dauphinoise un caractère spontané. Caractère renforcé par l'état de désorganisation du pays : on signale en effet un certain nombre d'Allemands se cachant dans la région, "un grand nombre de miliciens, PPF et Waffen, y [circulant] encore en liberté". On note en outre que "la surveillance des voyageurs est insuffisante", que "des infiltrations nombreuses se sont produites chez les FFI et les FTPF", et qu'un "grand nombre de laissez-passer et d'ordres de mission ont été délivrés par complaisance" ?³

L'organisation de la visite

² Charles de Gaulle, *Le Salut*, Paris, Plon, 1959, p 30 (édition Presses Pocket).

³ *Id.*

Le climat assez particulier qui entoure cette visite explique certainement l'extrême préparation dont elle a fait l'objet. Plusieurs jours auparavant, les services de police se sont empressés d'établir des listes de suspects potentiels et de vérifier les rumeurs d'attentats qui se sont propagées. De même, la liste des invités fut-elle établie avec précaution, une liste des personnalités grenobloises sous Vichy permettant d'éviter toute présence incongrue. En outre, la veille de la venue du Général parvient à la préfecture une note manuscrite d'un membre de son entourage qui fit, à l'évidence, preuve à l'endroit du préfet Albert Reynier *Vauban* d'une extrême bienveillance :

"Tout est très simple. Réception à l'entrée de la ville, traversée de la ville à pied⁴, revue des troupes, défilé, réception à la Préfecture, réception à l'hôtel de ville. [...] Aucune complication protocolaire. Attitude du général de Gaulle assez froide."⁵

Ces indications furent respectées à la lettre par une administration non dénuée de zèle. Ainsi, outre le service d'ordre particulièrement imposant (2000 FFI du Rhône sont appelés en renfort) et organisé (les services de police, qui reçoivent des consignes particulièrement strictes, effectuent des "rafles" et des fouilles dans plusieurs quartiers de la ville⁶), la préfecture veilla à ce que la visite soit un succès. Il fut fait appel, naturellement, aux enfants des écoles : ces derniers, selon les consignes, "sous la direction de leur maître, forment une haie le long et des deux cotés du boulevard Gambetta. Ils seront placés au premier rang, derrière le service d'ordre."⁷ De même, s'agissant de l'accueil du Général, rien ne fut laissé au hasard et, entourant le préfet, le maire, Frédéric Lafleur *Lebreton*, et le général Humbert, commandant la subdivision de Grenoble, cinq jeunes filles en costumes de provinces françaises (notamment l'Alsace) remirent une gerbe au chef du gouvernement provisoire.

L'union de la résistance autour du Général.

⁴ Souligné par l'auteur de la lettre.

⁵ ADI, 54 M 41

⁶ Note du Chef d'escadron Nal, ADI, 54 M 41

⁷ *Id.*

Cette organisation minutieuse, qui illustre la rapidité de la mise en place à Grenoble du pouvoir gaulliste, n'enlève rien, néanmoins, à la spontanéité de l'accueil offert par les Grenoblois. L'enthousiasme, semble-t-il, était unanime : le journal *les Allobroges*, organe du Front national (FN), qui a repris à la Libération les locaux du *Petit Dauphinois* et partagea un temps ses colonnes avec le Mouvement Libération nationale (MLN), n'a pas manqué, les mois qui suivirent la libération, de mettre en valeur la figure du Général, libérateur de la France. L'éloge, qui mêle allègrement l'image de "Grenoble-la-résistante" au visage du Général, frôlait parfois le panégyrique :

"Depuis quatre ans [Grenoble] entendait la voix du Général qui l'exhortait à résister et depuis quatre ans, malgré Vichy, malgré les Italiens et les Allemands, elle a résisté. Elle a victorieusement résisté. Elle s'apprête aujourd'hui à entendre cette même voix sans le truchement d'aucun intermédiaire. Elle le fera avec la même ferveur patriotique, heureuse de ne plus avoir à cacher ses sentiments."⁸

Le lendemain, ce même journal se laisse porter par un élan lyrique, lorsqu'il s'agit de relater la visite :

"Place de l'exposition, le spectacle est inouï, les taches claires de ces visages agglomérés les uns aux autres font penser à une toile de pointilliste : il n'y a plus des hommes : il y a une foule, une foule presque silencieuse et qui attend, patiente et recueillie. On crie bien "vive de Gaulle !", mais avec une sorte de pudeur : on a trop crié "vive Pétain !" sur commande."⁹

Il reste que pour être sans doute exagérée, cette image d'un accueil enthousiaste de la population grenobloise est proche de la réalité. Elle est reprise notamment par *le Réveil*, journal centriste, qui, dans son édition du 6 novembre, titrait : "Le Général de Gaulle a visité Chambéry, puis a remis à Grenoble-la-résistante la Croix de la Libération". Aux visages radieux des Grenoblois s'ajoute dans les descriptions faites par le journal le pavoiement de la ville. Ainsi l'union se fait-elle en ce jour autour de l'image de la résistance, plus que de la victoire à proprement parler. Mais comment pourrait-il en être autrement, puisque les combats se poursuivent, non seulement dans l'Est de la France, mais aussi près de Grenoble, dans les

⁸ *Les Allobroges*, 5 novembre 1944, article de une.

⁹ *Les Allobroges*, 6 novembre 1944.

Alpes, où des bataillons de Chasseurs alpins sont engagés ! Le défilé, sur les grands boulevards, reflète cet état d'esprit : les observateurs insistèrent tous sur la fière allure de ces FFI grenoblois, partie intégrante depuis septembre de l'armée française. Parmi eux, rajoutés au dernier moment sur la liste des participants, les élèves de l'Ecole des cadres FFI d'Uriage, école créée à l'initiative du général de Lattre de Tassigny, autour de leur chef le Colonel Xavier de Virieu. Dans le château d'Uriage, siège de l'Ecole nationale des cadres de Vichy puis de l'Ecole de la milice, ce marquis, marqué par le catholicisme social, tentait d'effectuer la fusion des éléments issus de l'Armée secrète (AS), chrétiens pour la plupart, parfois membres de l'équipe du premier Uriage, aux résistants Francs-tireurs et partisans (FTP), souvent communistes, dans le cadre de la Première armée.¹⁰ Initialement, l'inspection de cette école était inscrite au programme du général de Gaulle, mais elle fut ajournée pour des raisons d'emploi du temps. La participation de ses membres au défilé illustre néanmoins l'attachement gaullien aux franges de l'armée issues de la résistance.¹¹

De Gaulle : l'appel à la poursuite des combats

A cet accueil chaleureux, le général de Gaulle répondit dans son discours par une évocation élogieuse de l'attitude de Grenoble pendant l'occupation :

"Grenoble a consacré par des faits héroïques sa volonté de libération et dès qu'elle l'a pu, Grenoble par ses propres moyens s'est libérée pour se rendre à elle-même, à la France, comme la France voulait qu'elle fût, c'est à dire fière et lavée de l'ennemi."¹²

Ayant reçu du maire, Lafleur, ancien stagiaire de l'Ecole nationale des cadres d'Uriage, l'épée de Napoléon 1^{er}, et remis à la capitale des Alpes la Croix de la Libération, de Gaulle appela à la poursuite de l'effort, effort auquel il invitait la résistance :

¹⁰ Dans l'attente du mémoire que je prépare sous la direction de Jean-Pierre Azéma sur cette école militaire, on peut se reporter à la dernière partie du mémoire de Fabienne Coquet : *Le Colonel Xavier de Virieu (1898-1953) : un catholique dans la guerre*, Université Grenoble II, 304 p. dactylo.

¹¹ ADI, 54 M 41. Depuis septembre 1944, les FFI font partie intégrante de l'Armée.

¹² *Les Allobroges*, 6 novembre 1944.

"La France veut vaincre, parce qu'il lui faut vaincre, il faut que l'ennemi soit abattu, cette fois, irrémédiablement pour que la France puisse vivre. Elle vaincra avec ses armées, celles qui sont venues de l'empire et celle qui a surgi spontanément du sol national."

Si le Général fut écouté et certainement entendu, il est loin d'être certain que la réussite de cette première visite puisse être mis au seul crédit de la politique gaulliste. Plus certainement, elle démontre l'attachement d'une région, d'une ville, à la personne du Général de Gaulle. S'agissant plus précisément de l'union de la résistance en ce mois de novembre 1944, il est certain qu'elle ne reflète en rien une adhésion véritable aux choix politiques du général de Gaulle. Si, en effet, beaucoup de résistants isérois se réclamaient du gaullisme, et si certains, comme le Doyen Gosse, assassiné en décembre 1943, avaient entendu l'appel du 18 juin ou l'avaient lu dans le *Petit Dauphinois*, il reste que pour une bonne part, la résistance iséroise était proche des milieux giraudistes ou liée au parti communiste. Les clivages, estompés par la joie et l'enthousiasme qui suivit la Libération, n'avaient certainement pas disparu. L'élan de la Libération affaibli, ils apparurent au grand jour.

18 SEPTEMBRE 1948 : GAULLISME D'OPPOSITION ET OPPOSITION AU GAULLISME.

C'est en tant que chef du Rassemblement du peuple français (RPF) que le Général de Gaulle effectua, en février 1948, sa seconde visite dans la capitale alpine. Commencée en Corse, sa tournée donna lieu, dans les Alpes, à de vives polémiques largement relayées par la presse et, à Grenoble, elle fut marquée par de vifs incidents : des affrontements entre plusieurs centaines de contre-manifestants et le service d'ordre gaulliste firent un mort, et plusieurs blessés par balles.

Une venue contestée.

Si de tels événements n'étaient pas prévisibles, ils n'étaient pas pour autant surprenants, dans le contexte qui entourait la visite gaullienne. Comme le note Bernard Montergnole, dans la communication qu'il fit au colloque "de Gaulle en son siècle", organisé en 1990 par l'Institut Charles de Gaulle¹³, "les polémiques sur la chute du Vercors et les souvenirs de l'effroyable répression qui s'en est suivie [n'étaient] pas apaisés, ravivés encore par la présence à la mairie de Grenoble d'un gaulliste, élu avec l'appui des élus socialistes et MRP." Le parti communiste (PC) et ses alliés avaient en effet pris prétexte de cette venue pour lancer contre de Gaulle une vaste campagne de presse, fondée sur le double thème du gaullisme, danger pour la démocratie et de Gaulle, traître du Vercors. Quelques jours avant la visite du Général s'est tenu un meeting de l'amiral Muselier, au cours duquel ce dernier aurait dépeint de Gaulle comme un ambitieux qui a certes "eu le courage de se séparer des défaitistes de Vichy mais qui ensuite a mené un jeu personnel pour s'imposer à un pays qui avait lutté pour lui, avant de devenir un élève de Maurras, un apprenti dictateur"¹⁴. Par la suite, le quotidien du FN, *les Allobroges*, ouvrira largement ses colonnes aux communiqués des associations appelant à une contre-manifestation le 18 septembre, parmi elles des associations d'anciens combattants et un ensemble d'organisations alliées ou satellites du PCF. Le parti radical et radical socialiste (PRRS), cité sur les tracts appelant à la manifestation, a finalement démenti s'être associé aux autres mouvements.¹⁵ Le sommet de

¹³ Bernard Montergnole, "De Gaulle en Isère (septembre 1948) au travers de la presse locale".

¹⁴ *Les allobroges*, 17 septembre 1948

¹⁵ ADI, 4332 W 331.

l'escalade verbale fut atteint le jour même de la venue du général de Gaulle, lorsque *les Allobroges* publièrent un communiqué des FFI-FTPFF grenoblois qui s'en prenait violemment à de Gaulle, érigé en traître non plus du seul Vercors, mais de la résistance toute entière. Pêle-mêle, il y était décrit comme "le diviseur des Français", "le monarque de la réaction et des trafiquants", ou encore le "caporal des trusts". En revanche, alors que *l'Espoir des Alpes*, éphémère journal gaulliste¹⁶, salua avec emphase la venue du libérateur du territoire, *le Réveil*, démocrate-chrétien, et le *Dauphiné libéré*, proche de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), choisirent une attitude plus neutre, fournissant des informations pratiques à leurs lecteurs.

Les événements du 18 septembre.

Mais au delà de ce contexte général, avant même les événements sanglants du 18 septembre au soir, la visite du général de Gaulle a été émaillée d'incidents. A Vizille, haut lieu de la Révolution où se sont tenus en 1944 les "Etats Généraux de la résistance alpine", de Gaulle, qui ne fut naturellement pas reçu officiellement par la municipalité communiste, dut faire face à une trentaine de manifestants hostiles¹⁷. Mais, note *le Réveil*, "négligeant la protection des CRS, il [alla] se mélanger à cette foule [sic] (...) qui [n'osait] pas l'insulter directement".¹⁸ Ainsi ces manifestants pouvaient-ils exprimer leur rejet du gaullisme sans s'en prendre directement à de Gaulle. A Villars-de-Lans, dans le Vercors, le Général fit une brève allusion aux attaques lancées contre le Gouvernement d'Alger lors de l'assaut du maquis :

"Il n'y a qu'à dédaigner l'ignorance de ceux qui cherchent à faire de la démagogie avec notre gloire. Il suffit que l'on vienne ici, que l'on vous voie, que l'on vous entende et que l'on contemple cette région pour être plein d'espoir et de confiance à l'égard de la patrie. Ce sont les mêmes sentiments qui ont permis de vaincre et de libérer la France qui permettront de libérer le Pays."¹⁹

Idée maîtresse de tous ses discours, ce parallèle entre son action dans la résistance et le redressement du pays auquel aspire le RPF peut expliquer la vigueur avec laquelle les FTPFF nieront au chef du RPF le droit de se

¹⁶ De périodicité irrégulière, il ne comptera que sept numéros.

¹⁷ ADI, 4332 W 331

¹⁸ *Le Réveil*, 18 septembre 1948.

¹⁹ ADI, 4332 W 331

prévaloir de l'héritage de la résistance. Mais pour l'heure, le discours de de Gaulle semble avoir été accueilli favorablement, le seul incident du parcours étant cette poignée de clous jetée sur la chaussée dans sa descente vers Grenoble. Il y arriva à 11 heures 30 cours Berriat, où l'accueillirent 2000 personnes autour du maire de Grenoble, Marius Bally, et quelques sifflets en provenance d'un groupe de contre-manifestants vite écartés. Après avoir salué la mémoire des fusillés du Vercors, le général de Gaulle se rendit au monument aux morts, au pied de la Bastille. Le cortège, semble-t-il, était entouré d'une assistance nombreuse mais relativement indifférente. Ce n'était plus la foule enthousiaste de 1944, et les premiers heurts violents éclatèrent entre le service d'ordre gaulliste et un petit groupe de contre-manifestants autour du monument aux morts. Mais il est intéressant de noter que cette fois-ci, comme les fois suivantes, les incidents éclatèrent après le départ du général de Gaulle. Ainsi, après sa visite au monument en hommage au docteur Valois, grand résistant grenoblois, service d'ordre et contre-manifestants échangèrent-ils quelques coups de matraque. L'après-midi, au monument des Diabes bleus, c'est après le départ du Général que les incidents éclatèrent.

Selon des sources concordantes, 20000 personnes auraient assisté au discours du Général. Au même moment, face au monument du docteur Valois, près de 3000 contre-manifestants se regroupaient. Le discours du Général, comme le précédent, fit une large place à Grenoble-la-résistante :

"Grenoble tient à mon coeur d'une manière particulièrement profonde. L'exemple que vous avez donné pendant les années troubles en ne cessant jamais d'avoir confiance dans la patrie, les hommes que vous avez fourni pour cette forme cruelle mais nécessaire de la défense nationale qui s'appelait la résistance, et puis, au moment de la libération, l'enthousiasme fraternel qui vous a tous emportés, tout cela a compté pour beaucoup dans cette oeuvre historique que fut le redressement de la France de l'abîme jusqu'à sa libération et jusqu'à sa victoire."²⁰

Suivit une violente diatribe contre le parti communiste, péril intérieur et, par le biais de l'URSS, péril extérieur, et l'affirmation d'un nécessaire redressement. Court, son discours reçut semble-t-il un accueil favorable. C'est au moment où de Gaulle quitte Grenoble, alors que les manifestants avaient pour la plupart rejoint la kermesse organisée dans le parc Paul Mistral par le RPF, qu'éclatèrent les incidents. Les faits sont troubles, les

²⁰ Texte du discours du Général de Gaulle. ADI, 4332 W 331

rapports et les récits contradictoires, mais il semble avéré que les contre-manifestants, débouchant par la rue Fantin-Latour, sont bien allés au devant du service d'ordre gaulliste, lequel s'apprêtait à partir. Une jeep du service d'ordre aurait alors tenté de franchir les rangs des contre-manifestants en ouvrant le feu, en l'air d'abord, sur les manifestant ensuite. On relèvera un mort, L. Voitrin, parmi les contre-manifestants. Dès lors, la situation s'envenime, le service d'ordre gaulliste se replia sur le Vieux manège, où il fut encerclé. A 17 heures 15, les CRS intervinrent. A 18 heures 30, la place était dégagée. Le bilan est lourd : 21 CRS blessés dont deux par coups de couteaux, 7 RPF blessés dont deux par méprise par leurs propres amis, 3 contre-manifestants blessés par balle et un mort. En outre, 6 véhicules furent brûlés, dont deux cars.²¹

Les polémiques : gaullisme et fascisme.

La réaction des communistes, au lendemain des incidents, ne se fit pas attendre. Dans le climat quasi-insurrectionnel qui régnait en France depuis le départ des ministres communistes du gouvernement en mai 47 et après la violente vague de grèves de l'automne 1947, chaque incident était prétexte à une campagne contre le gouvernement ou contre l'adversaire gaulliste. La une des *Allobroges* est explicite : "Le sang a coulé à Grenoble-la-résistante."²² Le contenu ne l'est pas moins : aux contre-manifestants "débonnaires et sourire aux lèvres" sont opposés "les mercenaires du RPF [qui] ont tiré sur la foule". Le journal ne manque pas de relever, en outre, que ces "mercenaires" étaient pour la plupart noirs ou arabes. Le *Travailleur alpin*, organe du Parti communiste, prend encore moins de gants lorsqu'il dénonce "cette pègre indigne", trafiquante d'or ou de femmes, et s'en prend vivement à de Gaulle : "Ombre d'Hitler, réjouissez-vous, vous avez trouvé un rejeton."²³ Mais les forces de l'ordre ne sont pas plus épargnées : l'intervention des CRS est comparée à la rafle opérée au même endroit par les nazis à l'issue de la manifestation du 11 novembre 1943, et à l'issue de laquelle 400 manifestants avaient été déportés. Le "chef de bande" de Gaulle aurait ainsi bénéficié de l'appui d'un gouvernement aux méthodes peu enviables. Les responsabilités, aux yeux des communistes, sont donc unilatérales : elles proviennent du service d'ordre gaulliste, les contre-

²¹ ADI, 54 M 40 (dossiers d'indemnisation des victimes) et 4332 W 331.

²² *Les Allobroges*, 20 septembre 1948. Les citations suivantes sont extraites de ce numéro.

²³ *Le Travailleur alpin*, 25 septembre 1948.

manifestants n'ayant jamais cherché à en découdre. Naturellement, ils écartent tout ce qui pourrait les gêner. L. Voitrin, la victime, est-il accusé par *Le Réveil* d'avoir appartenu au Parti populaire français (PPF) puis aux Francs-gardes de la milice, que le journal *les Allobroges* le défend bec et ongles, mettant au contraire valeur son action au sein des FTP : "Milicien ! Allons donc. Ceux qui l'on connu se bornent à hausser les épaules.", quitte, comme le note fort justement Bernard Montergnole, à revenir sur des propos antérieurs, puisque dans leur compte rendu de la séance de la Cour de justice de l'Isère où Voitrin comparaisait avec une autre personne figurait ce commentaire : inscrits à la milice pour échapper au STO, puis passés au maquis, "tous deux avaient fini par comprendre où étaient leur devoir. Ils sont acquittés."²⁴ Il est clair que la personnalité de la victime n'aidera pas à en faire un martyr. De même, le général de Gaulle a-t-il connu sur le plateau du Vercors un succès populaire incontestable, que le journal communiste minimise aussitôt : "les populations, les enfants des maisons d'enfants et les estivants n'ont pas souvent l'occasion de voir un général". Tout juste s'ils ne sont pas traités d'arriérés. Quant aux propos du Général, l'organe du Front national ne peut manquer de relever l'allusion qui y fut faite, pour répondre : "Nous avons raison : d'Alger on pouvait aider les combattants du plateau (...). De Gaulle s'y est refusé. De Gaulle n'est qu'un général de guerre civile." Mais cette réaction des communistes ne se restreint pas aux colonnes de leurs journaux. Les conseillers municipaux demandent la démission du maire RPF Bally dans une lettre qu'ils lui adressent le 28 septembre, tandis que les pétitions affluent sur le bureau du préfet (en provenance notamment de l'Union des jeunes filles de France et des mineurs de La Mure). 6 à 7000 personnes assistent dans le calme aux obsèques de Voitrin, au cours duquel le conseiller général Buisson, prenant la parole au titre de "président du comité des victimes des nervis de de Gaulle"²⁵ s'en prend violemment à ce dernier. Evoquant son précédent voyage, il note que le Général est venu en 1944 "avec sa légende surfaite de Premier résistant de France."

Conflit de mémoires.

²⁴ *Les Allobroges*, 25 septembre 1945.

²⁵ Ce comité tentera lors du premier anniversaire des incidents de poser une plaque à la mémoire de L. Voitrin. Non seulement la cérémonie ne parvint à réunir que 500 personnes (dont Laurent Casanova) en dépit de l'importante propagande mise en oeuvre, mais en plus, devant le refus de la commune, à la tête de laquelle le docteur Martin a succédé à Bailly, d'autoriser l'apposition de la plaque, les FTP furent contraints de la retirer discrètement.

On le voit, ces événements virent aussi la confrontation de deux mémoires résistantes, la mémoire gaulliste et la mémoire communiste, la seconde se constituant avec un décalage de trois années et déniait a posteriori toute légitimité à la première. Symbolique de cette évolution, Yves Farges, ancien commissaire de la République, qui accompagna de Gaulle lors de sa visite de 1944 : ce membre des "combattants de la liberté" (première formule de ce qui sera le Mouvement de la Paix) compare, dans les colonnes des *Allobroges*, de Gaulle aux factieux, Henriot, La Rocque, auxquels Grenoble avait refusé droit de cité avant guerre. Entre militants communistes et militants gaullistes, cet enjeu de mémoire se mue donc en lutte ouverte. Mais dans le même temps, ces événements furent l'occasion pour le parti d'appuyer ses revendications ouvrières, comme l'attestent les grèves déclenchées à l'occasion des obsèques de Voitrin qui, pour être limitées, n'en étaient pas moins fondées sur des revendications "classiques".

Un impact national.

En outre, les événements de Grenoble firent l'objet d'une large couverture médiatique au plan national et donnèrent lieu à de vifs échanges à la Chambre des députés le 21 septembre. Après que les députés communistes eurent interpellé le Ministre de l'intérieur, "Moch-le-menteur"²⁶, sur la nature de la garde rapprochée du général de Gaulle, celui-ci défendit l'action de la police, jugeant de tels événements impensables en démocratie et affirmant que "la République [serait] défendue", et fit allusion au coût que représentaient pour la collectivité les déplacements du général de Gaulle.²⁷

²⁶ Prononcer à la mode communiste Moche-le-menteur. Jules Moch s'est vu affubler de ce sobriquet à la suite de la répression des grèves de l'automne 1947.

²⁷ Jean Charlot, *Le gaullisme d'opposition*, Paris, Fayard, 1982, p. 132.

Faible réaction gaulliste.

Face à ces accusations, les gaullistes semblèrent désarmés. A l'Assemblée, Louis Terrenoire s'empessa de récuser le terme de "nervis" pour des Sénégalais, anciens de la 1^{ère} DFL et tenta de minimiser les événements. Mais, en Isère, les gaullistes avaient peu de chance de se faire entendre : leur unique organe de presse, *l'Espoir des Alpes*, n'avait ni l'audience ni l'aura des journaux communistes. Dans son numéro 2, le 5 octobre 1948, il dénonça la volonté communiste de faire barrage à "la voie du salut" incarnée par le Général. L'anathème est ainsi jeté sur les communistes : en cas de victoire du Parti communiste, ceux qui ne pensent pas comme lui se verraient "offrir la joie des camps de concentration, le poteau et la défenestration." Le journal se fit ainsi l'écho du discours du Général, qui dénonçait le péril communiste. Curieusement, les gaullistes trouvèrent un soutien dans les colonnes du *Réveil*, proche du MRP (qui, on le sait, adversaire du gaullisme au plan national²⁸, a apporté son soutien à la candidature de Bally à la mairie). Comme le note Bernard Montergnole, le journal, qui ne manque pas de mettre en cause, comme *Le Dauphiné*, les "troupes de choc" gaullistes, "s'appuie sur les acclamations qui ont accompagné la visite de de Gaulle pour écarter toute accusation de trahison et ainsi mettre en cause la volonté d'exploitation politique."²⁹ Mais la réaction la plus rapide et la plus franche est certainement celle de Marius Bally, qui le 22 septembre écrit au préfet pour mettre en cause les communistes qui auraient, "pendant quinze jours, chauffé leur troupes à blanc (...). Ils portent la responsabilité de ce qui est arrivé." Voilà pour l'origine lointaine des événements. L'origine immédiate est plus limpide encore : "la provocation vient du côté communiste. (...) Les contre-manifestants étaient abondamment armés". On n'est pas loin du mythe de l'homme au couteau entre les dents. Mais il n'en reste pas là, et met directement en cause le préfet, en insistant en particulier sur le caractère tardif de l'intervention des forces de l'ordre : "Les mesures commandées par la plus élémentaire prudence n'ont pas été observées".³⁰

²⁸ Jean Charlot note (*Op. Cit.*) qu'à l'Assemblée, le MRP, par la voix d'Henri Grimaud et Marcel Poinboeuf, jugea sévèrement l'action du Général. Cette dissonance entre la base et le sommet du parti montre à l'évidence la faible centralisation de celui-ci.

²⁹ "De Gaulle en Isère (février 1948) au travers de la presse locale", *op. cit.*

³⁰ ADI, 4332 W 331

Des responsabilités partagées ?

Mais parmi les question qu'un tel événement soulève, la plus simple n'est certainement pas celle des responsabilités exactes des incidents. Dans l'état actuel de nos connaissances, il n'est pas prouvé que les contre-manifestants aient été "armés jusqu'aux dents", même si certains étaient très vraisemblablement munis d'armes blanches, comme en attestent les blessures des forces de l'ordre. Seuls étaient armés les membres du service d'ordre gaulliste. Mais ce n'est pas pour autant que leur incombe l'entière responsabilité des événements. Dans le rapport qu'il a transmis au Ministre de l'intérieur, le préfet de l'Isère a dégagé trois ordres de responsabilité³¹ :

Celle des responsables de la contre-manifestation, qui avaient donné à la préfecture l'assurance qu'ils ne se rendraient pas sur le lieu de la manifestation gaulliste. Les vaines tentatives des organisateurs de faire cesser les violences peuvent laisser penser qu'ils se sont fait déborder par leurs forces ; mais dans le même temps, on ne peut nier que le travail de l'opinion par les journaux communistes et l'amiral Muselier aient pu échauffer les esprits.

Les membres du service d'ordre gaulliste qui, tentant de se dégager, ont ouvert le feu, déclenchant ainsi les événements sanglants. Le fait qu'il blessèrent certains de leurs camarades montre à l'évidence l'état de panique dans lequel ils pouvaient se trouver.

Enfin, la dernière responsabilité et non la moindre incombe au commissaire de police judiciaire chargé de diriger les opération des forces de l'ordre. Les forces de police, 700 hommes, étaient en effet en nombre suffisant pour empêcher la situation de dégénérer, mais "une indécision certaine a paralysé le rétablissement de l'ordre. (...) Il apparaît comme certain que si le commissaire central chargé du service d'ordre et ses deux commissaires de service au parc Paul-Mistral avaient pris les mesures dictées par les consignes générales qu'ils avaient reçues, les incidents auraient pu être évités ou du moins fortement minimisés."

³¹ ADI, 4332 W 331

Le Gaullisme perd des voix.

"Le RPF perdra des voix en raison des bagarres de Grenoble".³² Cette phrase prémonitoire de Mme de Gaulle illustre l'impact qu'eurent, quelles que furent leurs causes, les événements de Grenoble sur les activités du RPF dans l'Isère. Après la démission de Bally, en effet, le gaullisme connut une véritable éclipse : lors des élections législatives de 1961, la liste RPF conduite par René Capitant ne remporta que 10 % des voix à Grenoble (contre 70 dans le département !)³³, et il faudra attendre 1959 et la victoire d'Albert Michallon (Union pour la nouvelle République) aux municipales pour que le gaullisme retrouve droit de cité dans la capitale des Alpes.

Le déclin du gaullisme est donc patent, et son lien avec les événements est évident. On peut aussi, dans une certaine mesure, l'expliquer par l'échec de la tentative gaullienne d'appropriation de la mémoire résistante. Le résistancialisme gaullien, décrit par Henry Rousso³⁴, trouve en effet en terre dauphinoise un adversaire à sa taille dans le parti communiste. Il semble que le conflit des mémoires ait ici tourné, au moins temporairement, à l'avantage des antigauillistes. Mais on peut aussi se demander si le reflux du gaullisme à Grenoble ne résulte pas aussi d'une modification de la perception du gaullisme par la population : hier entièrement attaché à la personne du général, dépassant les partis, voilà le gaullisme inscrit dans un parti certes différent des autres mais cherchant comme eux, et parfois par des moyens violents, à conquérir le pouvoir. L'échec du gaullisme d'opposition à Grenoble résulterait ainsi de l'impossibilité de concilier l'image du grand résistant et celle du chef du RPF.

³² *Grenoble, Charles de Gaulle, Isère*. Plaquette publiée par le Musée dauphinois de Grenoble à l'issue de l'exposition consacrée en 1990 au Général de Gaulle. p. 25.

³³ *Ibid*, p. 23.

³⁴ Henry Rousso, *Le syndrome de Vichy*, Seuil, 1990.

6-7 OCTOBRE 1960 : GRENOBLE-VILLE PILOTE, GRENOBLE-LA-FROIDE.

Le général de Gaulle effectua en octobre 1960 un voyage officiel en Dauphiné et en Savoie, marqué, à Grenoble, par un accueil assez froid de la population. Contrairement à 1948, en effet, les opposants au Général, communistes et socialistes, avaient appelé les Grenoblois à s'abstenir d'assister à la visite du Président de la République.

De Vizille au Vercors : exorcisme ou provocation.

Comme 12 ans auparavant, l'itinéraire du général de Gaulle le conduisit à Vizille puis dans le Vercors. Le 6 octobre à 18 heures 40, il arriva à Vizille où, une nouvelle fois, aucun accueil officiel n'était prévu. Selon le *Figaro*, le maire communiste se serait même dit prêt à dresser des barricades avec les pierres du château au cas où de Gaulle oserait s'aventurer dans sa commune.³⁵ Guère plus de 500 personnes étaient là pour l'accueillir et il est intéressant de noter qu'en dépit de cet accueil peu chaleureux, le Général fit par la suite de fréquents séjours au château de Vizille, résidence du chef de l'Etat. Manière, peut-être, de provoquer le maire.

Le lendemain 7 octobre, de Gaulle se rendit au mémorial du Vercors, qui surplombe Grenoble, à Saint-Nizier. Il y fut accueilli par 350 personnes et son geste donna lieu à une importante couverture médiatique. Pourtant, compte tenu des événements précédents et des polémiques jamais éteintes sur la fin du Vercors, on voit ce que ce déplacement pouvait avoir de symbolique et de risqué politiquement. Peut-être faut-il y voir aussi, au delà du simple aspect protocolaire, une forme d'exorcisme : la volonté du général de Gaulle d'effacer les mauvais souvenirs de 1948, de faire taire ses contradicteurs. Mais ce n'est que conjoncture, et de Gaulle ne s'est pas -à notre connaissance- exprimé sur le sujet.

La froideur grenobloise.

Quelques jours avant la visite du Général, la préfecture ne se faisait guère d'illusion sur la possibilité de sa réussite. "L'opinion générale ne

³⁵ *Le Figaro*, 8-9 octobre 1960.

s'émeut guère du voyage présidentiel", note un rapport transmis au préfet.³⁶ Outre que ce voyage tombait un jour de semaine, les principales organisations syndicales et les partis d'opposition avaient appelé à la grève et à l'abstention, les uns pour manifester en faveur de la paix en Algérie, les autres pour protester contre la politique européenne du général de Gaulle. "Les maquisards de l'Oisans ne sont pas tombés pour que l'Allemagne soit réarmée", pouvait-on lire dans un tract des FTP.³⁷

De fait, la visite du général de Gaulle fut marquée par la relative indifférence des Grenoblois, dont le contraste avec les foules du nord (de Gaulle, faut-il le rappeler, est un homme du nord) mais aussi, quelques jours plus tard, de la Haute-Savoie et de la Savoie, est saisissant. Guère plus de 3000 personnes l'accueillirent place Rivet. 300 badauds l'attendaient à la mairie de Grenoble, où il rencontra le maire UNR de Grenoble, le docteur Michallon. Place de Verdun, 12 à 15000 personnes assistèrent à son discours. "Il y a peu de monde pour m'écouter devant la préfecture", relève de Gaulle dans ses mémoires.³⁸ La place, en effet, était à moitié vide, dirent les uns, à moitié pleine, reconnut la préfecture. Mais il suffit de penser aux foules de 1944 ou même aux 20000 personnes qui assistèrent à son discours de 1948 pour juger du faible enthousiasme soulevé par ce voyage officiel, d'autant que l'assistance de la place de Verdun était composée pour une bonne part d'enfants. Sa visite de l'université se fit elle aussi en petit comité, les étudiants ayant appelé à l'abstention. Quant à celle des entreprises de pointe de Grenoble, Merlin-Gerin et Neyrpic, elle n'attira pas la foule. On nota, à 16 heures 30, entre 50 et 75% de débrayage. A Merlin-Gerin, dont l'effectif avoisinait les 5000 employés, 800 personnes seulement étaient présentes lors de sa visite, en plein après-midi. Partout, les observateurs notèrent une certaine réserve, une absence d'enthousiasme.

C'est dans les journaux que cette observation est la plus développée. Le *Figaro* offrit en sous-titre : "Emotion au Vercors, accueil réservé et abstention partielle le matin dans le chef-lieu de l'Isère". Le journal notait le faible enthousiasme pour aussitôt relever le fait que les quelques cris et sifflets entendus ici où là ne permettaient pas de faire de comparaison avec le précédent voyage.³⁹ Quant au *Monde*, il consacra sa une à "l'accueil réservé à Grenoble où les syndicats et les étudiants avaient conseillé de s'abstenir."⁴⁰

³⁶ ADI, 4332 W 332.

³⁷ ADI, 4332 W 334.

³⁸ Charles de Gaulle, *Mémoires d'Espoir-Le Renouveau*, Plon 1970, p. 312 (édition Presses Pocket).

³⁹ *Le Figaro*, 8-9 octobre 1960.

⁴⁰ *Le Monde*, 8 octobre 1960.

Lui aussi releva le faible enthousiasme de la population et la foule très clairsemée qu'il opposa, comme le *Figaro*, à la joie des enfants des écoles. *L'Humanité*, pour sa part, titrait : "Grenoble : température en baisse pour de Gaulle"⁴¹, tandis que le *Canard enchaîné* se faisait les gorges chaudes de "l'inconduite de Grenoble"⁴². Enfin, cherchant comme son confrère *L'Humanité* à utiliser l'attitude des Grenoblois à des fins politiciennes, le *Travailleur alpin* titrait : "Les Dauphinois ont infligé un sévère camouflet à de Gaulle et à sa politique."⁴³

Une préparation attentive.

La préparation du voyage avait néanmoins fait, comme celle de 1944, l'objet d'une préparation minutieuse. Il fut donc à nouveau fait appel aux enfants des écoles, les directrices de 17 établissements publics ou privés recevant de l'inspecteur d'académie la lettre type suivante :

"Madame la directrice... J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir faire placer vos élèves sur le trajet suivi par le cortège présidentiel, lequel passera à proximité de votre établissement vers..."⁴⁴

Mais, fait sans précédent s'agissant des voyages gaulliens en terre alpine, il fut fait aussi appel aux cloches, dont la sonnerie fut minutieusement orchestrée. De même la préfecture a-t-elle veillé à faire disparaître des murs toute inscription malvenue et toute banderole. S'agissant enfin des mesures de police, elles furent sensiblement renforcées en raison des diverses lettres de menaces adressées au général de Gaulle, parfois fantaisistes, parfois suffisamment inquiétantes, dans le contexte de la guerre d'Algérie, pour qu'une enquête soit diligentée. Exemple de ces lettres peu ordinaires, celle, dactylographiée, qui fut envoyée au Président de la République en septembre 1960 par un mystérieux "comité du Dauphiné" :

"Suite à ma précédente lettre :

Nous sommes en guerre depuis 45 ans

en conséquence, nous sommes tous en état de guerre

ceci est de la provocation et celle-ci amène à la

⁴¹ *L'Humanité*, 8 octobre 1960.

⁴² *Le Canard enchaîné*, 12 octobre 1960.

⁴³ *Le Travailleur alpin*, 18 octobre 1960.

⁴⁴ *Id.*

violence

Je peux donc vous tuer et je ne serai pas un criminel
puisque vous commandez de nous tuer nous en ferons autant
vous êtes donc condamné à mort
et nous prions messieurs les journalistes de nous défendre
ou seulement dire la vérité, vous êtes condamné et bientôt exécuté."⁴⁵

"Grenoble, ville pilote."

Si l'organisation de la visite ne permit pas de palier l'apathie, voire la défiance, des Grenoblois, il reste que le discours du général de Gaulle, sans soulever d'enthousiasme, fut apprécié. A nouveau, il réitéra son attachement à Grenoble mais, fait intéressant, allia au thème de la résistance non plus celui du relèvement mais celui du progrès technologique :

"Je vais vous faire une confidence : Grenoble est une ville pilote de France (...). Dans les sombres années de la guerre, elle le fut et le Vercors en est témoin et en sont la preuve des milliers et des milliers d'Alpins vivants ou morts, et en est la preuve aussi la Croix de la Libération que j'eus l'honneur de remettre naguère à Grenoble, mon compagnon. (...) Et puis, ville pilote, Grenoble l'est aussi aujourd'hui, car Grenoble est un modèle d'expansion de notre activité, Grenoble a épousé son siècle qui est celui du progrès."⁴⁶

Ce thème du progrès technologique est illustré aussi par le parcours choisi par le service des Voyages officiels : outre l'université, et les entreprises de pointe, de Gaulle visita en effet le Centre d'études nucléaires de Grenoble (CENG), où il fut question de la future pile atomique Siloë, et la Plaque tournante pour l'étude des marées, insistant ainsi sur l'importance pour la France de la recherche, de l'industrie exportatrice et du nucléaire, facteur clé de l'indépendance nationale. Cet aspect vaudra à Jean-Marcel Jeanneney de conclure la journée sur ces mots : "Grenoble, ville pilote par son travail et par son génie."⁴⁷

Mais il consacra naturellement la suite de son discours à la situation internationale, évoquant l'Algérie et l'OTAN, ce que les deux plus importants journaux dauphinois ne manquèrent pas de relever. Ainsi le *Dauphiné libéré*, proche à l'époque de la majorité UNR, titra-t-il "A

⁴⁵ *Id.*

⁴⁶ *Id.*

⁴⁷ *Grenoble, Charles de Gaulle, Isère, Op. Cit., p. 22.*

Grenoble, ville pilote, discours capital du général de Gaulle : Algérie, autant que jamais, nous proposons la paix"⁴⁸. Quant au *Progrès*, il titra dans son édition grenobloise : "De Gaulle à Grenoble : la France entend que sa défense ait un caractère national."⁴⁹

Un passage à vide ?

Après la cassure de 1948, la froideur grenobloise a pu apparaître comme l'expression d'un "passage à vide"⁵⁰ entre de Gaulle et Grenoble, voire comme l'expression de quelque tradition grenobloise. Pourtant, s'il est évident que la population grenobloise n'a pas la chaleur de villes plus méridionales, il semble que d'autres facteurs doivent être avancés.

S'agissant de la majorité gaulliste, tout d'abord, il faut noter la faible préparation de la venue du Général : pas de tracts, ni d'affiches. Dans son rapport au ministre de l'intérieur du 17 octobre 1960, le préfet avance d'autres explications encore :

"La presse et particulièrement la presse parisienne, a souligné la relative froideur de l'accueil fait à M. le Président de la République, le 7 octobre dernier, par contraste avec l'enthousiasme manifesté le lendemain en Haute-Savoie et le surlendemain en Savoie (...). Le voyage n'avait pas le même caractère : à Grenoble, ville industrielle, le programme avait été axé sur des visites d'usines (...), c'était donc à Grenoble que l'opposition était susceptible de se manifester dans les conditions les plus favorables".⁵¹

Plus loin, il relève les divisions qui affectaient l'UNR à l'échelon local. Une scission s'y était en effet produite, entraînant le départ des membres de la "fédération UNR autonome". Mais il insiste aussi sur la "mollesse du *Dauphiné libéré*", qui aurait fait de larges échos aux communiqués de l'extrême gauche et négligé la présentation de la visite présidentielle. Il relève ensuite une anecdote significative :

"Une sorte de torpeur gagnait jusqu'à la mairie de Grenoble, à direction UNR : il fallut que ma propre voiture allât chercher à Romans les petits drapeaux destinés aux enfants des écoles, le jour même de l'arrivée du général de Gaulle."

⁴⁸ *Le Dauphiné libéré*, 8 octobre 1960.

⁴⁹ *Le Progrès*, 8 octobre 1960.

⁵⁰ Pierre Bolle, *Grenoble, Charles de Gaulle, Isère*, Op. Cit., p. 14.

⁵¹ ADI, 4332 W 332.

Avant de conclure :

"En fait, l'accueil de Grenoble avait été moyen, et bien conforme à ce qu'on pouvait en attendre compte tenu de la composition de la population, des précédents, et du climat politique et social actuel."

Curieusement, s'il l'évoque, le Préfet omet d'insister sur le rôle joué par l'appel des syndicats et des partis politiques. En l'occurrence, le rôle de ces derniers nous permet de retrouver la distinction entre la personne du Général et sa politique, puisque les critiques visent plus celle-ci que celui-là. Mais il ne faudrait pas exagérer pour autant l'impact des prises de position des mouvements de gauche sur l'attitude de l'opinion à l'égard du général de Gaulle. Car, si cette visite fut un relatif échec pour les gaullistes, elle ne fut pas pour autant une victoire pour l'opposition. Il est clair, en effet, que le choix de l'abstention reflétait moins la volonté d'éviter de nouveaux incidents que la crainte de ne pas parvenir à mobiliser des troupes suffisantes. Un an auparavant, la commémoration de la mort de L. Voitrin n'avait réuni qu'une trentaine de personnes, et, le 5 octobre, une manifestation du "comité des jeunes", proche du Parti communiste, n'avait réuni que 500 personnes. En outre, il faut noter le décalage entre les réactions de la presse parisienne et celles de la presse locale de gauche : on peut penser que, dans une certaine mesure, c'est à la lecture des journaux parisiens que les opposants grenoblois à de Gaulle ont pris vraiment conscience de leur victoire. C'est particulièrement net pour la SFIO, qui se félicite le 16 octobre seulement de l'abstention des Grenoblois, et pour le PSU, dont l'organe de presse, *l'Espoir socialiste*, publie le 15 octobre le texte suivant, *satisfecit* explicite mais exagéré et tardif :

"Malgré sept mille policiers déplacés ;
Malgré vingt mille cartes d'invitation ;
Malgré le racolage des pouvoirs publics ;
Malgré la réquisition des enfants des écoles ;
Malgré les notables sur la tribune ;
Malgré la visite des industries pilotes ;
- La population est restée chez elle ;
- Les ouvriers ont quitté les usines ;
- La place de Verdun était aux deux tiers vide ;
- Le discours l'était aux trois quarts ;

- Les travailleurs n'ont rien ;
- Les travailleurs n'ont rien appris de nouveau."

Il semble donc qu'en fin de compte, cette visite ne fut une réussite pour personne. Ni pour de Gaulle et les gaullistes, qui connurent à Grenoble une déconvenue sans précédents au cours de cette tournée en province (sinon peut-être à Marseille, où des manifestations eurent lieu), ni pour l'opposition au gaullisme, qui ne parvint pas à motiver ses troupes, ni pour Grenoble, qui gagna une tradition de froideur difficile à effacer. Sans doute faut-il voir dans la décision du maire Albert Michallon de présenter la candidature de la capitale des Alpes pour l'organisation des Jeux Olympiques d'hiver le souci de remédier tant au relatif enclavement dont souffrait l'économie grenobloise qu'aux effets néfastes de l'attitude des Grenoblois sur la réputation de la ville.

7-8 JUIN 1966 : LES GRANDES MANOEUVRES.

La visite du Général de Gaulle dans la capitale alpine, en juin 1966, eut un caractère proprement militaire. Il s'agissait, pour le Président de la République, chef des armées, d'assister aux manoeuvres Alpes 66, qui s'achevèrent le 8 juin à Grenoble par un défilé de grande envergure, et son entourage s'est efforcé de rappeler cet aspect militaire, dans le but d'éviter de donner à ce déplacement un caractère politique. La municipalité de Grenoble, avec à sa tête le socialiste Hubert Dubedout⁵² a adopté la même démarche, afin de faire accepter dans les rangs de la majorité municipale la venue du général.

Faible mobilisation de l'opposition.

Difficile, néanmoins, dans le contexte des lendemains de l'élection présidentielle, qui vit le général de Gaulle mis en ballottage par François Mitterrand, d'empêcher l'opposition de se manifester, d'autant que la défense était un des points sensibles des débats de l'époque. Rapidement, donc, l'opposition au Général s'est manifestée, le PCF, dans un tract, rappelant "qu'à plusieurs reprises, Grenoble lui a fait une conduite", et souhaitant "qu'elle ne le reçoive pas le 8 juin." Le SNES adressa à la préfecture une pétition pour dénoncer le caractère militariste de cette manifestation, de même que l'Union syndicale de la métallurgie, qui y joignit des revendications sociales.⁵³ Quant aux syndicats, s'ils appelèrent à l'abstention, ils se gardèrent bien d'appeler à des débrayages, de peur sans doute de voir les grévistes désœuvrés se rendre au défilé militaire. Seul le syndicat CGT des métaux appela à la grève, sans grand succès : seulement 16% de grévistes.⁵⁴ Dans l'ensemble, l'opposition était donc relativement affaiblie, se contentant d'une protestation de principe, à l'image du communiqué CGT-CFDT-FEN du 3 juin, lequel affirmait que "seuls pourront approuver cette manifestation (de prestige militaire) les couches rétrogrades de notre société".⁵⁵ La municipalité Dubedout, quant à elle, quoique de gauche, ne reprit pas ces critiques, le maire assistant au défilé en compagnie du chef de l'Etat.

⁵² Les "nouveaux Grenoblois" et la "nouvelle gauche" l'avaient emporté en 1965 lors des élections municipales. Hubert Dubedout était l'animateur du premier "Groupe d'action municipale (GAM) de France.

⁵³ ADI, 4332 W 337.

⁵⁴ *Id.*

⁵⁵ *Id.*

Des mesures de sécurité sans précédents.

En dépit de la faiblesse de l'opposition et du faible risque de troubles, la préparation de cette visite fut encore plus approfondie que les fois précédentes. Suite aux attentats dont de Gaulle avait fait l'objet, chacun de ses déplacements était précédé d'un travail de repérage et de déminage particulièrement minutieux. Comme en 1944 et 1960, une liste de suspects fut transmise au préfet, comprenant des noms d'extrémistes de droite comme de gauche, des étrangers, des maniaques, un militant prochinois et un maniaque des explosifs. De même furent recensées les "inscriptions séditieuses" sur les murs de l'agglomération. Peu de sédition en vérité ! Tout juste quelques inscriptions humoristiques ou à caractère électoral, le nom de Tixier-Vignancourt apparaissant le plus fréquemment. Quant aux enfants des écoles, il ne semble pas qu'ils aient été conviés à la fête ; en revanche, dans une lettre adressée au recteur, le préfet précisa "qu'un effort particulier [serait] fait en vue du pavoisement des établissements publics."⁵⁶ Mais on ne s'en tint pas aux édifices publics et une liste des habitations susceptibles d'être pavoisées fut dressée.

La fin de la froideur grenobloise ?

Les efforts du service des Voyages officiels ont payé. Le déplacement du Général de Gaulle en terre dauphinoise fut en effet un réel succès populaire, le plus important depuis 1944. Si 3000 personnes seulement l'accueillirent à son arrivée place de Verdun le 7 juin à 17 heures, ils n'étaient pas de 20000, le 8 juin, pour assister sur les grands boulevards au défilé militaire, auquel participèrent 50 avions, 600 véhicules et 3000 hommes. Les observateurs, rompus pour la plupart à la traditionnelle froideur grenobloise, se montrèrent agréablement surpris, et la presse se montra favorable. Le *Dauphiné* et le *Progrès* publièrent des comptes rendus élogieux des manifestations, insistant notamment sur le parfait respect des horaires, l'optimisme et la bonne humeur des participants. Les Jeux Olympiques, accordés en 1964 à Grenoble, étaient en vue : "Le général de Gaulle : je reviendrai pour les Jeux olympiques d'hiver", titra le *Dauphiné* le 8 juin. Il semble, en effet, que le Général se soit montré très satisfait du comportement des hommes de troupe et du défilé. "Tout a été parfait", aurait-il dit à

⁵⁶ Lettre du 25 mai 1966, ADI, 4332 W 335.

l'issue du défilé, avant d'accorder à la ville les dernières infrastructures que Georges Pompidou lui refusait avec obstination, la nouvelle gare et l'hôtel des postes .⁵⁷

Apothéose de cet optimisme, l'entrevue que le Préfet de l'Isère, Maurice Doublet, maître d'oeuvre de la réforme administrative territoriale, accorda à l'ORTF à l'issue des manifestations :

"En ce qui concerne la participation populaire, l'affluence qui s'était massée sur le parcours du général de Gaulle au moment de la traversée de la place de Verdun a surpris tant par le nombre que par l'enthousiasme de l'accueil fait au Président de la République. (...) Je crois que les Grenoblois peuvent se réjouir d'avoir ainsi détruit la réputation de froideur qui leur était faite."⁵⁸

Gaullisme et opposition étudiante.

Faut-il pour autant voir dans ce succès populaire un succès du gaullisme ? Probablement pas. Lors des précédentes visites, on a pu mesurer combien la personne du Général et la politique du Gouvernement pouvaient être dissociées par les Dauphinois. En ce mois de juin 1966, il est difficile de dire que le succès populaire soit lié à la politique du Gouvernement, pas plus qu'à celle du Président, sinon sa politique de défense. Il est plus probable que ce succès soit simplement lié au défilé militaire lui-même, qui a polarisé l'attention des Grenoblois, empêchant par là même à une opposition divisée de faire entendre sa voix.

Les seules voix discordantes, à l'occasion de cette visitent, provinrent d'un monôme de plusieurs centaines de bacheliers turbulents. En effet, le hasard du calendrier voulut que la visite gaullienne coïncidât avec la fin du baccalauréat, et le monôme causé quelques incidents dans le centre ville. Après la réforme de l'enseignement, il ne faudrait pas négliger ces premières manifestations, car aux agitations de potaches succédèrent bientôt des slogans politiques, non sans humour : "Fouchet, démission - Antoine, au pouvoir !".

⁵⁷ Pierre Bolle, *Grenoble, Charles de Gaulle, Isère*, Op. Cit., p. 15.

⁵⁸ ADI, 4332 W 337.

5-6 FEVRIER 1968 : L'INAUGURATION DES JEUX OLYMPIQUES.

Dernière visite du général de Gaulle à Grenoble, celle qu'il effectua à l'occasion de l'inauguration des X^e Jeux Olympiques d'hiver fut pour lui l'occasion de célébrer l'apogée des réalisations du gaullisme. Car les Jeux de Grenoble peuvent apparaître dans une certaine mesure comme les jeux du gaullisme, ou du gigantisme gaullien.

Ainsi peut s'analyser la visite que fit de Gaulle le 6 février des grandes réalisations de ces jeux : le nouvel hôtel de ville, le stade de glace, où il rencontra le docteur Michallon, président du Comité d'organisation des Jeux olympiques (COJO), l'anneau de vitesse, et la maison de la culture, inaugurée trois jours plus tôt par Malraux. La veille au soir, il avait été accueilli à son arrivée à la gare par le préfet, le maire, diverses personnalités et près de 3000 personnes.

Mais c'est une foule autrement plus importante qui l'accueillit dans l'après-midi du 6 pour la cérémonie d'ouverture. 80000 spectateurs et des centaines de milliers de téléspectateurs qui l'entendirent prononcer la phrase d'ouverture des Jeux. Les comptes rendus ont tous relevé l'enthousiasme de la foule et l'ovation qui accompagna la phrase d'ouverture. Le Général lui-même aurait fait part de sa satisfaction devant la qualité de l'accueil qui lui fut réservé, aussi bien par les notabilités que par les habitants de Grenoble.

De Gaulle et le gaullisme.

Mais sans avoir une vision téléologique des événements, au regard de ceux qui allaient se produire en mai, on peut noter que l'enthousiasme sans précédent qui accompagna la brève visite du Général de Gaulle fut paradoxalement le moins significatif.

D'une part, en effet, l'enthousiasme de la population touchait une nouvelle fois moins la politique du Général que sa personne, et d'autre part, tant le Général que le gaullisme furent noyés en ce jour de février dans l'événement que représentait cette inauguration.

Moins que jamais l'enthousiasme soulevé par cet événement fut l'expression d'attachement au gaullisme ou à la personne du général de Gaulle. Les trente années de liens complexes entre l'homme du 18 juin et les Grenoblois s'achevaient ainsi en une forme d'apothéose.

CONCLUSION

Grenoble a-t-elle été, est-elle restée ce quart de siècle durant, gaulliste ? A l'évidence, la réponse ne peut qu'être contrastée.

Gaulliste, Grenoble le fut certainement à la Libération, si l'on définit le gaullisme comme l'expression d'une personnalité hors du commun autour de laquelle se fit l'union de la résistance.

Gaulliste, Grenoble l'était encore en 1948, lorsque le RPF détenait la mairie, si l'on considère ce parti comme l'expression du mouvement gaulliste. Elle ne le resta pas après les événements, et il faudra attendre 1958 pour retrouver la trace d'une forme d'attachement au gaullisme dans la population grenobloise. Pourtant, votant à 75% en faveur de la nouvelle constitution en septembre 1958, la population iséroise approuvait-elle une politique, celle que de Gaulle entendait mettre en oeuvre, ou un homme providentiel ? La confirmation du résultat de septembre en décembre pour l'élection du Président, l'élection d'un maire UNR en 1959 nous permettraient de pencher pour la première proposition. Du reste, les élections législatives de novembre 1962 confirmèrent cette tendance, permettant aux observateurs de l'époque de ranger l'Isère parmi les zones fortes de soutien au chef de l'Etat.⁵⁹

On ne peut nier, pourtant, que l'accueil qui fut fait en 1960 au chef de l'Etat ne témoignait pas d'un enthousiasme particulier ni d'un soutien particulier. On ne peut nier, en outre, que de Gaulle ait eu à Grenoble des adversaires déterminés, parmi les anciens du Vercors et les communistes, dont le poids, renforcé par le souvenir du 18 septembre 1948 était suffisamment important pour amener Albert Michallon à démissionner de l'UNR pour protester contre la grâce accordée à de Gaulle contre le tortionnaire Barbier. Quant aux milieux syndicalistes, "peu au fait, comme le note Vital Chomel, des propositions sur la "participation" agitées en haut lieu", ils furent aussi un pôle important de l'opposition au gaullisme. De fait, cette opposition au gaullisme s'est trouvée renforcée au début des années 1960 par la situation sociale et les difficultés rencontrées par les industries de l'agglomération grenobloise. Aux élections de 1965, François Mitterrand l'emporta dans l'Isère au second tour (51,09 %) tandis que la gauche s'emparait de la mairie de Grenoble.

⁵⁹ Vital Chomel, *Grenoble, Charles de Gaulle, Isère*, Op. Cit., p. 127-128.

Néanmoins, et là réside sans doute l'essentiel, cette opposition déterminée rassembla l'opinion grenobloise autour du rejet de la politique gaulliste ou gaullienne mais ne parvint pas à l'éloigner d'un attachement à la personne du Général que vint attester le succès de sa visite de 1966. Il n'est pas impossible, pourtant, qu'avec le temps cet attachement presque sentimental se soit estompé, le discrédit de la politique gaullienne rejaillissant en fin de compte sur le Général. L'entrée en lice dans l'Isère de l'adversaire déterminé au général que fut Pierre Mendès France en 1966 n'y était certainement pas étrangère. L'homme du non à de Gaulle sut fédérer la gauche autour de lui lors des élections législatives de 1967, les antigauillistes remportant 5 sièges sur sept dans l'Isère. Et s'il y eut bien un retour de balancier après les événements de 1968, Jean-Marcel Jeanneney battant Pierre Mendès France à Grenoble, l'électorat grenoblois rejoignit le reste de la France dans le "non" au référendum du 29 avril 1969, interrompant ainsi la carrière du général de Gaulle.

Difficile, pour conclure, de dire ce qu'il reste de l'homme du 18 juin dans le département de l'Isère et à Grenoble en particulier. Certes, sa mort fut l'occasion d'un deuil de grande ampleur, puis de commémorations toujours bien suivies, et l'exposition organisée en 1990 montre la place importante qu'il occupe dans la mémoire grenobloise. Mais, cependant, son héritage fut, comme ailleurs, l'objet de disputes et si Alain Carignon, ancien responsable local de l'Union des Jeunes pour le Progrès (UJP) s'est réclamé de la pensée gaullienne, il est difficile d'interpréter ses succès aux élections municipales de 1983 et 1989 comme la réminiscence de l'attachement de Grenoble au gaullisme ou à la personne du Général.

INDEX

Alger; 12; 15
Algérie; 22; 24
Allemagne; 21
Allobroges; les; 8; 11; 12; 14; 15; 16
Alpes; 4; 5; 9; 11; 26; 27
Alsace; 7
Antoine; 29
AS (Armée secrète); 9
Bally; 13; 15; 17; 19
Barbier; 31
Bastille; 6
Berriat; 13
Buisson; 15
Canard enchaîné, le; 22
Capitant; 19
Carignon; 32
CENG (Centre d'études nucléaires de Grenoble); 23
CFDT (Confédération française démocratique du travail); 27
CGT (Confédération générale du travail); 27
Chambéry; 8
Chomel; 31
COJO (Comité d'organisation des Jeux Olympiques); 30
Comité du Dauphiné; 22
Corse; 11
CRS (Compagnies républicaines de sécurité); 14
Dauphiné; 17; 20; 28
Dauphiné libéré, le; 12; 24
Diethelm; 6
Doublet; 29
Dubedout; 27
Espoir des Alpes, l'; 12 ; 17
Espoir socialiste, l'; 25
Fantin-Latour; 14
Farges; 6; 16
Fédération UNR autonome; 24
FEN (Fédération de l'Education nationale); 27
FFI (Forces françaises de l'intérieur); 6; 7; 9; 12
Figaro, le; 20 ; 21; 22
FN (Front national); 8; 11 ; 15
Fouchet; 29
FTP (Francs-tireurs et partisans français); 6; 9; 12; 13 ; 15; 21
Gambetta; 6
Gaulle, Charles de; 4; 5; 6; 7; 8; 9; 10; 11; 12; 13; 14; 15; 16; 17; 20; 21; 22;
23; 24; 25; 26; 27; 28; 29; 30; 31; 32
Gaulle, Yvonne de; 8
Gosse; 10

Grenoble; 4; 6; 7; 8; 9; 11; 13; 14; 16; 18; 19; 20; 21; 22; 23; 24; 25; 26; 27;
 28; 30; 31; 32
 Haute-Savoie; 21
 Henriot; 16
 Hitler; 14
Humanité, 1'; 22
 Humbert; 6; 7
 Isère; 15; 21; 31; 32
 Jeanneney; 23; 32
 Jeux Olympiques; 5; 26; 28; 30
 Juin; 6
 La Mure; 15
 La Rocque; 16
 Lafleur; 6; 7; 9
 Lattre de Tassigny, de; 6; 9
 Malraux; 30
 Marseille; 26
 Mendès France; 32
 Merlin-Gerin; 21
 Michallon; 19; 21; 26; 30; 31
 Mistral; 14; 18
 Mitterrand; 27; 31
 MLN (Mouvement de libération nationale); 8
 Moch; 16
Monde, le; 21
 Montergnole; 11; 15; 17
 Mouvement de la Paix; 16
 MRP (Mouvement des Républicains populaires); 11; 17
 Muselier; 11; 18
 Napoléon 1^{er}; 9
 Neyrpic; 21
 Oisans; 21
 ORTF (Organisation de Radio et Télédiffusion française); 29
 OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique nord); 24
 PCF (Parti communiste français); 11 ; 14; 17; 25 ; 27
 Pétain; 8
Petit Dauphinois, le; 8 ; 10
 Pompidou; 29
 PPF (Parti populaire français); 6; 15
 Progrès; 24; 28
 PRRS (Parti radical et radical socialiste); 11
 PSU (Parti socialiste unifié); 25
Réveil, le; 8; 12; 15; 17
 Reynier; 7
 Rhône; 7
 Rivet; 6; 21
 Romans; 25
 Rousso; 19
 RPF (Rassemblement du peuple français); 4; 11; 12; 13; 14; 15; 18; 19; 31

Saint-Nizier; 20
Savoie; 20; 21
SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière); 12; 25
Siloë; 23
SNES (Syndicat national de l'enseignement secondaire); 27
STO (Service du travail obligatoire); 15
Terrenoire; 17
Tixier-Vignancourt; 28
Travailleur alpin, le; 14 ; 22
UJP (Union des Jeunes pour le progrès); 32
Union des jeunes filles de France; 15
Union syndicale de la métallurgie; 27
UNR (Union pour la nouvelle République); 21; 24; 25; 31
Uriage; 9
URSS (Union des républiques socialistes soviétiques); 13
Valois; 13
Vercors; 11; 12; 13; 15; 20; 21; 23; 31
Verdun; 21; 28; 29
Vichy; 7; 8; 9; 11
Villars-de-Lans; 12
Virieu; 9
Vizille; 12; 20
Voitrin; 14; 15; 16; 25